

« L'AFRIQUE CONTRE LA DÉMOCRATIE »

REGARD DE FONDEMOS:



Quand les juntes qualifient la démocratie de « colonialisme », ce n'est pas une théorie, c'est une tactique pour transformer l'échec en fierté.

De la bande sahélienne à l'Atlantique, les soi-disant hommes forts perfectionnent le même scénario : **dénoncer les « modèles occidentaux »**, organiser des plébiscites, criminaliser la dissidence et revendiquer la volonté populaire

En Guinée, Mamadi Doumbouya a déclaré à l'ONU que la **démocratie avait été « imposée »**, puis a produit un référendum à 89 % pour ouvrir sa propre voie, tandis que des militants comme Foniké Menguè et Mamadou Billo Bah disparaissaient de la vie publique.

Au Cameroun, Paul Biya, 92 ans, lorgne un huitième mandat ; en Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara vise un quatrième, au milieu de l'exclusion de figures majeures de l'opposition.

Il ne s'agit pas d'adaptations de la démocratie, mais de sa substitution par un rituel.

Le fil conducteur, c'est la guerre des récits : « **démocratie = colonisateur** » devient un bouclier contre l'insécurité, la corruption et la réduction de l'espace civique. Comme le soutient Ousmane Ndiaye dans son ouvrage *L'Afrique contre la démocratie – mythes, déni et péril*, la contre-offensive antidémocratique se drape souvent dans une rhétorique anticoloniale pour délégitimer le pluralisme.

Cette rhétorique s'effondre face à l'histoire. **Les Africains n'ont pas attendu l'Europe pour inventer des pratiques démocratiques** : la République lébou, près de l'actuel Dakar, disposait déjà d'assemblées élues aux XVIII^e et XIX^e siècles.

Au Botswana, le **kgotla tswana** précolonial, l'assemblée villageoise dirigée par le chef, où la communauté débat et décide des affaires publiques, s'est fusionné avec les institutions modernes. Cette combinaison a soutenu, depuis 1966 (année de l'indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni), une trajectoire marquée par le multipartisme, des élections libres et équitables, une presse libre et des droits relativement solides.

Et les citoyens contemporains, de Lomé à N'Djamena, n'ont cessé de réclamer l'égalité du choix et l'alternance pacifique.

Mais la démocratie n'a pas besoin d'être née ici pour appartenir ici.

En tant que système de voix égale et de pouvoir responsable, elle voyage bien : sa valeur est universelle, non exclusive, et qu'elle ait été adoptée, adaptée ou même un temps imposée, elle demeure la plus solide garantie de la dignité humaine.